

TADAKSAHAK TV

Dossier de mémoire · Memorial dossier · ملفّ ذاكرة

Tagadayat

Le devoir de ne pas détourner le regard

The Duty Not to Look Away

واجب ألاّ نشيح بالنظر

Région de Ménaka, Mali — octobre 2026

Français · English · العربية

Tagadayat : le devoir de ne pas détourner le regard

Quarante-huit morts, un bilan encore provisoire, des corps que nul n'ose ensevelir. Récit, mémoire et appel au monde.

Les 18 et 19 octobre 2026, des campements de la communauté idaksahak ont été frappés à Tagadayat, à une quarantaine de kilomètres au sud de Ménaka, dans le nord-est du Mali. Nous ne venons pas ajouter du bruit au bruit. Nous venons nommer, documenter et refuser l'oubli. C'est notre seul devoir, et le plus exigeant de tous.

Les morts que l'on n'ose pas enterrer

Il y a des silences qui tuent une deuxième fois.

À Tagadayat, le Bureau exécutif de la communauté idaksahak fait état de quarante-huit civils tués — un bilan qu'il confirme, tout en le disant provisoire. Les agences de presse parlent de « plus de quarante » morts ; certaines évoquent une fourchette allant de quarante-huit à plus de soixante-dix victimes, sur plusieurs campements. Les chiffres bougent encore, parce que l'horreur n'a pas fini d'être comptée.

Mais au-delà des chiffres, il y a ceci, que nous ne pouvons pas taire : des corps que personne n'ose encore aller ensevelir. Dans notre foi comme dans toutes les traditions humaines, enterrer ses morts est le premier des devoirs, le plus sacré, celui qu'aucune guerre n'a le droit d'empêcher. Laisser un homme sans sépulture, c'est le tuer une seconde fois. C'est de cela aussi que nous demandons des comptes.

Nommer, pour que nul ne soit effacé

Une liste de trente-trois noms, pour la seule fraction Ataram Kon, est parvenue à notre rédaction. Trente-trois noms qui ne sont pas des statistiques : ce sont des pères, des fils, des voisins, des hommes qui avaient un visage, une voix, un troupeau, une place sous un arbre.

Nous les nommerons un par un, parce que nommer, c'est résister à l'effacement. Les armes tuent les corps ; l'oubli, lui, achève de tuer les noms. Un peuple que l'on massacre dans l'indifférence meurt deux fois : une fois sous les balles, une fois dans le silence. Notre travail de gardien de mémoire commence là : arracher chaque nom à la nuit.

Ce que l'on sait, ce que disent les sources

Nous rapportons ici ce que chaque source affirme, en le lui attribuant, sans rien trancher que nous n'ayons pu vérifier.

Le **Bureau exécutif de la communauté idaksahak**, dans un communiqué publié à Ménaka le 19 octobre, fait état de 48 civils tués le dimanche 18 octobre à Tagadayat, lors d'attaques menées par des éléments du groupe État islamique arrivés à moto. Il signale des blessés, un exode de familles — femmes, enfants et personnes âgées — vers la ville de Ménaka, et lance un appel à l'aide humanitaire d'urgence.

Le **Collectif pour la défense des droits du peuple de l'Azawad (CD-DPA)**, dans un communiqué signé de son secrétaire général Tilla Ag Zeini (Tombouctou, 19 octobre), parle d'« un nombre provisoire de plus de 40 civils » tués et de plusieurs disparus. Le Collectif condamne « doublement » la tuerie attribuée à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et une opération antérieure : selon lui, les Forces armées maliennes et « leurs partenaires russes d'Africa Corps » auraient, le 15 octobre, visé des biens civils à Inarabane, ce qui aurait déclenché l'escalade. Le CD-DPA exige l'ouverture d'enquêtes internationales indépendantes. Ces affirmations, formulées au conditionnel par le Collectif, n'ont pas été vérifiées de façon indépendante et n'ont fait l'objet d'aucune réponse officielle.

Les **agences internationales** (AFP, Reuters) confirment des raids meurtriers contre des campements de la région de Ménaka et un déplacement de plusieurs centaines de familles. Elles notent que l'État islamique n'a, à ce stade, pas revendiqué l'attaque.

Les autorités maliennes. À l'heure où nous écrivons, aucune réaction officielle de l'État ni de ses médias n'a été rendue publique.

Une tragédie qui a une histoire

Ce qui s'est passé à Tagadayat n'est pas un accident isolé. C'est le dernier chapitre, à ce jour, d'une longue entreprise d'anéantissement, et des organisations indépendantes en ont tenu le registre.

Dès mars 2022, la communauté idaksahak (daoussahak) de la région de Ménaka est devenue une cible désignée. Une mission des Nations unies a recensé au moins 157 civils tués dans la seule région de Ménaka entre le 8 et le 28 mars 2022, dans des attaques attribuées à l'État islamique. La même année, Human Rights Watch documentait des « massacres coordonnés » perpétrés par des groupes armés islamistes contre des dizaines de villages, visant « en grande partie » les Daoussahak — Aklaz, Awkassa, Tamkoutat, Taghatert, Inekar : une litanie de noms que nos familles connaissent par cœur. Des dizaines de milliers de personnes ont fui, vers le reste du Mali et vers le Niger.

La saignée n'a pas cessé. En juillet 2023, Human Rights Watch faisait état de centaines de civils tués depuis le début de l'année dans les régions de Ménaka et de Gao, et de nouveaux déplacements massifs. En 2024, l'organisation relevait que la rivalité entre l'EIGS et le JNIM pour le contrôle des axes avait coûté la vie à des centaines de civils, et documentait, en août 2024, l'attaque d'un camp de déplacés à Ménaka même. Chaque fois, les enquêteurs

précisaient que leurs bilans étaient « prudents », tant l'accès au terrain est difficile — autrement dit : la réalité est toujours pire que le décompte.

La probité nous oblige à dire l'autre versant, car un gardien de mémoire qui ne regarde que d'un côté n'est plus un témoin, mais un porte-voix. Les mêmes organisations ont documenté des exactions commises par les forces de l'État et leurs alliés russes. Human Rights Watch a établi la responsabilité de l'armée et de soldats étrangers dans le massacre de Moura, en 2022, puis de nouvelles atrocités de l'armée et du groupe Wagner. En septembre 2026, Amnesty International, dans un rapport intitulé « No One Is Spared » (« Personne n'est épargné »), a documenté la mort d'au moins 34 civils entre juin 2023 et décembre 2025 — certains abattus en fuyant ou après leur arrestation, d'autres égorgés ou brûlés —, ainsi que des actes de torture, des disparitions forcées et deux frappes de drone ayant tué au moins 23 civils, dont cinq enfants ; l'organisation rappelait qu'après le retrait de Wagner, en juin 2025, la structure russe Africa Corps avait pris le relais. En octobre 2026, Human Rights Watch concluait de nouveau que l'armée et ses alliés russes, comme les groupes armés qui leur sont opposés, commettaient des abus contre les civils.

La constante, d'un rapport à l'autre, d'une année à l'autre, est toujours la même : le civil, pris entre tous les feux, paie le prix fort. Et, parmi ces civils, les Idaksahak reviennent, encore et encore.

Le droit, et non la vengeance

En 1859, sur le champ de bataille de Solferino, un Genevois nommé Henry Dunant découvrit des milliers de blessés et de morts abandonnés à eux-mêmes. De ce regard refusé à l'indifférence naquirent la Croix-Rouge, puis, à Genève, les Conventions qui protègent aujourd'hui les civils en temps de guerre. L'histoire le prouve : témoigner n'est pas une faiblesse ; c'est le commencement de la protection.

C'est dans cette tradition-là que nous voulons nous inscrire. Le droit international humanitaire dit une chose simple, que nul ne devrait avoir à rappeler : les civils ne sont jamais une cible légitime ; les morts ont droit à une sépulture ; et ceux qui tuent des innocents, quels que soient leur drapeau, leur langue ou leur foi, doivent en répondre.

Nous ne demandons donc ni représailles, ni haine, ni désignation d'un peuple pour un autre. Nous demandons :

- la reconnaissance officielle de ce qui s'est passé à Tagadayat ;
- la possibilité d'enterrer nos morts, dans la dignité et la sécurité ;
- un accès humanitaire immédiat aux déplacés rassemblés à Ménaka ;
- la protection des civils encore exposés ;

- une enquête internationale indépendante, comme le réclament les organisations de défense des droits humains, et la justice pour toutes les victimes, sans exception et sans sélection.

Le pont

Nous avons choisi notre arme, et ce n'est pas le fusil. C'est la plume, la preuve et la mémoire.

Nous voulons être un pont : entre les familles endeuillées et un monde qui regarde ailleurs ; entre les communautés d'un même pays que l'on voudrait dresser les unes contre les autres ; entre la douleur, qui crie, et le droit, qui doit répondre. Être neutre, pour nous, ne veut pas dire être indifférent : cela veut dire dire la vérité à tous, y compris lorsqu'elle dérange notre propre camp. C'est à ce prix seulement qu'une parole devient une référence, et qu'un peuple sans armée peut malgré tout se faire entendre.

Tant qu'on ne nous aura pas répondu, nous continuerons de nommer nos morts et de documenter les faits. Le silence est notre premier ennemi. Nous ne lui céderons pas.

— *La rédaction de Tadaksahak TV, gardien de mémoire.*

Sources

- Bureau exécutif de la communauté Idaksahak, communiqué, Ménaka, 19 octobre 2026.
- Collectif pour la défense des droits du peuple de l'Azawad (CD-DPA), communiqué N°2026-005, Tombouctou, 19 octobre 2026 (secrétaire général : Tilla Ag Zeini).
- Dépêches des agences (AFP, Reuters), 19-20 octobre 2026.
- Nations unies : au moins 157 civils tués dans la région de Ménaka, 8-28 mars 2022.
- Human Rights Watch, « Massacres coordonnés perpétrés par des groupes armés islamistes », 27 octobre 2022.
- Human Rights Watch, « Les groupes armés islamistes multiplient les meurtres et les viols », 13 juillet 2023.
- Human Rights Watch, Rapport mondial 2024 — chapitre Mali.
- Human Rights Watch, « Atrocities by the Army and Wagner Group », 12 décembre 2024.
- Human Rights Watch, « Massacre by Army, Foreign Soldiers » (Moura), 5 avril 2022.
- Amnesty International, « No One Is Spared », septembre 2026.

Tagadayat: The Duty Not to Look Away

Forty-eight dead — a toll still provisional — and bodies no one dares to bury. A record, a memory, and an appeal to the world.

On 18 and 19 October 2026, camps of the Idaksahak community were struck at Tagadayat, some forty kilometres south of Ménaka, in north-eastern Mali. We do not come to add noise to noise. We come to name, to document, and to refuse forgetting. It is our only duty, and the most demanding of all.

The dead no one dares to bury

There are silences that kill a second time.

At Tagadayat, the Executive Bureau of the Idaksahak community reports forty-eight civilians killed — a toll it confirms, while calling it provisional. News agencies speak of "more than forty" dead; some cite a range of forty-eight to more than seventy victims across several camps. The figures are still shifting, because the horror has not finished being counted.

But beyond the numbers there is this, which we cannot pass over in silence: bodies that no one yet dares to go and bury. In our faith as in every human tradition, burying the dead is the first of duties, the most sacred, the one that no war has the right to prevent. To leave a person without a grave is to kill him a second time. For this too we demand an accounting.

To name, so that no one is erased

A list of thirty-three names, for the Ataram Kon fraction alone, has reached our newsroom. Thirty-three names that are not statistics: they are fathers, sons, neighbours, men who had a face, a voice, a herd, a place under a tree.

We will name them one by one, because to name is to resist erasure. Weapons kill bodies; forgetting finishes off the names. A people massacred in indifference dies twice: once under the bullets, once in the silence. Our work as keepers of memory begins there: wresting each name from the night.

What is known, what the sources say

We report here what each source states, attributing it, settling nothing we could not verify.

The **Executive Bureau of the Idaksahak community**, in a statement issued in Ménaka on 19 October, reports 48 civilians killed on Sunday 18 October at Tagadayat, in attacks carried out by Islamic State fighters who arrived on motorcycles. It reports wounded, an exodus of

families — women, children and the elderly — toward the town of Ménaka, and issues an urgent appeal for humanitarian aid.

The **Collective for the Defence of the Rights of the People of Azawad (CD-DPA)**, in a statement signed by its secretary-general Tilla Ag Zeini (Timbuktu, 19 October), speaks of "a provisional figure of more than 40 civilians" killed and several missing. The Collective issues a "double condemnation" of the killing attributed to the Islamic State in the Greater Sahara (ISGS) and of an earlier operation: according to it, the Malian Armed Forces and "their Russian partners from Africa Corps" allegedly targeted civilian property at Inarabane on 15 October, which allegedly triggered the escalation. The CD-DPA demands independent international investigations. These claims, phrased by the Collective in the conditional, have not been independently verified and have drawn no official response.

The **international news agencies** (AFP, Reuters) confirm deadly raids on camps in the Ménaka region and the displacement of several hundred families. They note that, at this stage, the Islamic State has not claimed the attack.

The Malian authorities. At the time of writing, no official reaction from the state or its media has been made public.

A tragedy with a history

What happened at Tagadayat is not an isolated accident. It is the latest chapter, to date, in a long enterprise of annihilation, and independent organisations have kept the record of it.

As early as March 2022, the Idaksahak (Daoussahak) community of the Ménaka region became a designated target. A United Nations mission counted at least 157 civilians killed in the Ménaka region alone between 8 and 28 March 2022, in attacks attributed to the Islamic State. That same year, Human Rights Watch documented "coordinated massacres" by Islamist armed groups against dozens of villages, "largely" targeting the Daoussahak — Aklaz, Awkassa, Tamkoutat, Taghatert, Inekar: a litany of names our families know by heart. Tens of thousands of people fled, into the rest of Mali and into Niger.

The bleeding has not stopped. In July 2023, Human Rights Watch reported hundreds of civilians killed since the start of the year in the Ménaka and Gao regions, and fresh mass displacement. In 2024, it noted that rivalry between ISGS and JNIM for control of the routes had cost hundreds of civilian lives, and documented, in August 2024, the attack on a camp for displaced people in Ménaka itself. Each time, the investigators stressed that their tolls were "conservative," so difficult is access to the field — in other words: the reality is always worse than the count.

Honesty obliges us to state the other side, for a keeper of memory who looks in only one direction is no longer a witness but a mouthpiece. The same organisations have documented abuses committed by state forces and their Russian allies. Human Rights

Watch established the responsibility of the army and foreign soldiers in the Moura massacre in 2022, and then further atrocities by the army and the Wagner Group. In September 2026, Amnesty International, in a report titled "No One Is Spared," documented the killing of at least 34 civilians between June 2023 and December 2025 — some shot while fleeing or after being detained, others with their throats cut or burned — as well as torture, enforced disappearances, and two drone strikes that killed at least 23 civilians, including five children; it recalled that after Wagner's withdrawal in June 2025, the Russian structure Africa Corps had taken over. In October 2026, Human Rights Watch again concluded that the army and its Russian allies, like the armed groups opposed to them, were committing abuses against civilians.

The constant, from one report to the next, from one year to the next, is always the same: the civilian, caught between every line of fire, pays the highest price. And among those civilians, the Idaksahak return, again and again.

The law, not revenge

In 1859, on the battlefield of Solferino, a Genevan named Henry Dunant found thousands of wounded and dead abandoned to their fate. From that gaze, refused to indifference, were born the Red Cross and then, in Geneva, the Conventions that today protect civilians in time of war. History proves it: to bear witness is not weakness; it is the beginning of protection.

It is in that tradition that we wish to place ourselves. International humanitarian law says one simple thing, that no one should have to be reminded of: civilians are never a legitimate target; the dead have a right to a grave; and those who kill the innocent — whatever their flag, their language or their faith — must answer for it.

We therefore demand neither reprisals, nor hatred, nor the setting of one people against another. We demand:

- official recognition of what happened at Tagadayat;
- the possibility of burying our dead, in dignity and safety;
- immediate humanitarian access to the displaced gathered at Ménaka;
- protection for the civilians still exposed;
- an independent international investigation, as human-rights organisations are calling for, and justice for all victims, without exception and without selection.

The bridge

We have chosen our weapon, and it is not the rifle. It is the pen, the proof and the memory.

We want to be a bridge: between grieving families and a world that looks away; between the communities of one country that some would set against one another; between grief, which cries out, and the law, which must answer. To be neutral, for us, does not mean to be indifferent: it means telling the truth to all, including when it troubles our own camp. Only at that price does a voice become a reference, and a people without an army make itself heard all the same.

Until we are answered, we will go on naming our dead and documenting the facts. Silence is our first enemy. We will not yield to it.

— *The newsroom of Tadaksahak TV, keeper of memory.*

Sources

- Executive Bureau of the Idaksahak community, statement, Ménaka, 19 October 2026.
- Collective for the Defence of the Rights of the People of Azawad (CD-DPA), statement No. 2026-005, Timbuktu, 19 October 2026 (secretary-general: Tilla Ag Zeini).
- News-agency dispatches (AFP, Reuters), 19-20 October 2026.
- United Nations: at least 157 civilians killed in the Ménaka region, 8-28 March 2022.
- Human Rights Watch, "Mali: Coordinated Massacres by Islamist Armed Groups," 27 October 2022.
- Human Rights Watch, "Mali: Mounting Islamist Armed Group Killings, Rape," 13 July 2023.
- Human Rights Watch, World Report 2024 — Mali chapter.
- Human Rights Watch, "Mali: Atrocities by the Army and Wagner Group," 12 December 2024.
- Human Rights Watch, "Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers" (Moura), 5 April 2022.
- Amnesty International, "No One Is Spared," September 2026.

Tagadayat: واجب ألا نُشِيح بالنظر

ثمانية وأربعون قتيلاً — حصيلة لا تزال أولية — وجثث لا يجرؤ أحد على دفنها. شهادة، وذاكرة، ونداء إلى العالم.

يومي 18 و19 أكتوبر 2026، هُوجمت مضارب جماعة Idaksahak في Tagadayat، على نحو أربعين كيلومتراً جنوب ميناكا، في شمال شرق مالي. نحن لا نأتي لنضيف ضحية إلى ضحية، بل لنُسمي ونوثق ونرفض النسيان. هذا واجبنا الوحيد، وهو أشق الواجبات.

الموتى الذين لا يجرؤ أحد على دفنهم

ثمة صمتٌ يقتل مرةً ثانية.

في Tagadayat، يُفيد المكتب التنفيذي لجماعة Idaksahak بمقتل ثمانية وأربعين مدنياً — حصيلة يُؤكدُها ويصفها في الوقت نفسه بأنها أولية. وتحدث وكالات الأنباء عن «أكثر من أربعين» قتيلاً؛ ويذكر بعضها نطاقاً يتراوح بين ثمانية وأربعين وأكثر من سبعين ضحية في عدة مضارب. فالأرقام لا تزال تبدل، لأنّ الفاجعة لم يكتمل إحصاؤها بعد.

لكن، وراء الأرقام، ثمة ما لا يمكننا السكوت عنه: جثث لا يجرؤ أحد بعد على الذهاب لدفنها. وفي ديننا كما في كل تقليد إنساني، دفن الموتى أول الواجبات وأقدسها، وهو ما لا يحق لأي حرب أن تمنعه. وأن تترك إنساناً بلا قبر معناه أن تقتله مرةً ثانية. وعن هذا أيضاً نطالب بالحساب.

أن نُسَمِّي، كي لا يُمحي أحد

وصلت هيئة تحريرنا قائمة تضم ثلاثة وثلاثين اسماً، من نفذ Ataram Kon وحده. ثلاثة وثلاثون اسماً ليست أرقاماً: إنهم آباء وأبناءً وجيران، رجالٌ كان لهم وجهٌ وصوتٌ وقطيعٌ ومكانٌ تحت شجرة.

سنُسَمِّيهم واحداً واحداً، لأنّ التسمية مقاومةٌ للحق. السلاح يقتل الأجساد؛ أما النسيان فيُجهز على الأسماء. والشعب الذي يُذبح في اللامبالاة يموت مرتين: مرةً تحت الرصاص، ومرةً في الصمت. ومن هنا يبدأ عملنا بوصفنا حراساً للذاكرة: انتزاع كل اسم من العتمة.

ما نعرفه، وما نقوله المصادر

ننقل هنا ما يؤكدُه كل مصدر، ناسبين إليه قوله، من دون أن نحسم ما لم نتحقق منه.

يُفيد المكتب التنفيذي لجماعة Idaksahak، في بيانٍ صدر في ميناكا يوم 19 أكتوبر، بمقتل 48 مدنياً يوم الأحد 18 أكتوبر في Tagadayat، في هجماتٍ نفذها عناصر من تنظيم الدولة الإسلامية وصلوا على متن دراجاتٍ نارية. ويشير إلى وقوع جرحى، ونزوح عائلاتٍ — نساءً وأطفالاً ومسنين — نحو مدينة ميناكا، ويوجه نداءً عاجلاً للمساعدة الإنسانية.

ويتحدث التجمع من أجل الدفاع عن حقوق شعب الأزواد (CD-DPA)، في بيانٍ موقع من أمينه العام Tilla Ag Zeini (تمبكتو، 19 أكتوبر)، عن «عددٍ أوليٍّ يتجاوز 40 مدنياً» قتيلاً وعدة مفقودين. ويُدين التجمع «إدانةً مزدوجة» المجزرة المنسوبة إلى تنظيم الدولة الإسلامية في الصحراء الكبرى (EIGS) وعملية سابقة: إذ يقول إن القوات المسلحة المالية و«شركاءها الروس في Africa Corps» استهدفوا ممتلكاتٍ مدنية في Inarabane يوم 15 أكتوبر، ما أدى إلى التصعيد. ويطالب التجمع بفتح تحقيقاتٍ دوليةٍ مستقلة. وهذه الادعاءات، التي صاغها التجمع بصيغة الاحتمال، لم يجرِ التحقق منها بصورةٍ مستقلة، ولم تصدر بشأنها أي ردودٍ رسمية.

وتؤكد وكالات الأنباء الدولية (AFP و Reuters) وقوع غاراتٍ دامية على مضاربٍ في منطقة ميناكا، ونزوح مئات العائلات. وتشير إلى أن تنظيم الدولة الإسلامية لم يعلن، حتى الآن، مسؤوليته عن الهجوم.

السلطات المالية. حتى ساعة كتابة هذه السطور، لم يصدر أي رد فعلٍ رسميٍّ عن الدولة أو عن وسائل إعلامها.

فاجعة لها تاريخ

ما جرى في Tagadayat ليس حادثاً معزولاً. إنه الفصل الأخير، حتى اليوم، من مسارٍ طويلٍ من الإبادة، وقد دونته منظماتٌ مستقلة.

فمنذ مارس 2022، صارت جماعة Idaksahak (الدوساهاك) في منطقة ميناكا هدفاً معيناً. وقد أحصت بعثة للأمم المتحدة مقتل ما لا يقل عن 157 مدنياً في منطقة ميناكا وحدها بين 8 و28 مارس 2022، في هجماتٍ نسبت إلى تنظيم الدولة الإسلامية. وفي العام نفسه، وثقت منظمة هيومن رايتس ووتش «مجازرَ منسقة» ارتكبتها جماعاتٌ مسلحة إسلامية ضد عشرات القرى، مستهدفةً «في معظمها» الدوساهاك — Aklaz و Awkassa و Tamkoutat و Taghatert و Inekar: سلسلة أسماءٍ تحفظها عائلاتنا عن ظهر قلب. ونزح عشرات الآلاف نحو بقية مالي ونحو النيجر.

ولم يتوقف النزيف. ففي يوليو 2023، أفادت هيومن رايتس ووتش بمقتل مئات المدنيين منذ مطلع العام في منطقتي ميناكا وغاو، وبنزوح جماعيٍّ جديد. وفي 2024، لاحظت أن التنافس بين EIGS و«جماعة نصرة الإسلام والمسلمين» (JNIM) على السيطرة على الطرق كلّف مئات المدنيين حياتهم، ووثقت في أغسطس 2024 هجوماً على

نَحْمِ للنازحين في ميناكا نفسها. وفي كلِّ مرّة، كان المحققون يشدّدون على أنّ حصائلهم «متحفّظة»، لصعوبة الوصول إلى الميدان — أي إنّ الواقع أسوأ دائماً من الإحصاء.

وتلّزمتنا النزاهة بذكر الوجه الآخر، فخارُسُ الذاكرة الذي ينظر في اتجاهٍ واحدٍ لم يعد شاهداً بل بوقاً. فقد وثّقت المنظمات نفسها انتهاكات ارتكبتها قوات الدولة وحلفاؤها الروس. وأثبتت هيومن رايتس ووتش مسؤولية الجيش وجنودٍ أجنبٍ في مجزرة Moura عام 2022، ثمّ فظائع أخرى للجيش ومجموعة فاغنر. وفي سبتمبر 2026، وثّقت منظمة العفو الدولية، في تقريرٍ بعنوان «No One Is Spared» («لا أحد في مأمن»)، مقتل ما لا يقلّ عن 34 مدنياً بين يونيو 2023 وديسمبر 2025 — بعضهم أطلق عليه الرصاص وهو يفرّ أو بعد اعتقاله، وآخرون ذُبحوا أو أُحرقوا — إضافةً إلى أعمال تعذيب واختفاءٍ قسري، وضربٍ طائرةٍ مسيرةٍ أودت بحياة ما لا يقلّ عن 23 مدنياً، بينهم خمسة أطفال؛ وذُكرت بأنّه بعد انسحاب فاغنر في يونيو 2025، تولّى الهيكلُ الروسي Africa Corps المهمة. وفي أكتوبر 2026، خلصت هيومن رايتس ووتش مجدداً إلى أنّ الجيش وحلفاءه الروس، شأنهم شأن الجماعات المسلّحة المناوئة لهم، يرتكبون انتهاكاتٍ بحقّ المدنيين.

والثابت، من تقريرٍ إلى آخر، ومن عامٍ إلى عام، واحدٌ دائماً: المدنيّ، المحصور بين كلّ النيران، يدفع الثمن الأفلح. وبين هؤلاء المدنيين، يعود الإدكساهاك مرّةً بعد مرّة.

القانون، لا الانتقام

في عام 1859، على ساحة معركة سولفيرينو، وجد رجلٌ جنيفيُّ اسمه هنري دونان آلافَ الجرحى والقتلى متروكين لمصيرهم. ومن تلك النظرة التي رفضت اللامبالاة وُلد الصليب الأحمر، ثمّ وُلدت في جنيف الاتفاقيات التي تحمي اليوم المدنيين في زمن الحرب. والتاريخ يُثبت: الشهادة ليست ضعفاً؛ إنّها بداية الحماية.

وفي هذا التقليد نريد أن نضع أنفسنا. يقول القانون الدولي الإنساني أمراً بسيطاً، ما كان ينبغي لأحدٍ أن يُذكر به: المدنيون ليسوا هدفاً مشروعاً أبداً؛ وللموتى حقٌّ في قبر، ومن يقتل الأبرياء — أيّاً كان علماًه أو لغته أو دينه — عليه أن يُحاسب.

لذلك لا نطالب بانتقامٍ ولا بكراهيةٍ ولا بتأليبٍ شعبٍ على شعب. نطالب بـ:

- الاعتراف الرسمي بما جرى في Tagadayat؛
- إتاحة دفن موتانا، في كرامةٍ وأمان؛
- وصولٍ إنسانيٍّ فوريٍّ إلى النازحين المحتشدين في ميناكا؛
- حماية المدنيين الذين ما زالوا معرضين للخطر؛

- تحقيقٍ دوليٍّ مستقلٍّ، كما تطالب منظمات حقوق الإنسان، والعدالة لجميع الضحايا، بلا استثناءٍ وبلا انتقاء.

الجسر

اخترنا سلاحنا، وهو ليس البندقية. إنه القلم، والدليل، والذاكرة.

نريد أن نكون جسراً: بين العائلات المكشوفة وعالمٍ يُشيع بوجهه؛ وبين مكونات بلدٍ واحدٍ يُراد تأليبُ بعضها على بعض؛ وبين الألم الذي يصرخ، والقانون الذي يجب أن يُجيب. والحياد، عندنا، لا يعني اللامبالاة: إنه قولُ الحقيقة للجميع، حتى حين تُزعج معسكرنا نحن. فهذا الثمن وحده تصير الكلمة مرجعاً، ويُسمعُ شعبٌ بلا جيشٍ صوته رغم كل شيء.

وإلى أن يُجاب علينا، سنظلُّ نُسَمِّي موتانا ونوثق الوقائع. الصمت عدونا الأول، ولن نستسلم له.

— هيئة تحرير Tadaksahak TV، حارس الذاكرة.

المصادر

- المكتب التنفيذي لجماعة Idaksahak، بيان، ميناكا، 19 أكتوبر 2026.
- التجمع من أجل الدفاع عن حقوق شعب الأزواد (CD-DPA)، بيان رقم 005-2026، تمبكتو، 19 أكتوبر 2026 (الأمين العام: Tilla Ag Zeini).
- برقيات وكالات الأنباء (AFP، Reuters)، 19-20 أكتوبر 2026.
- الأمم المتحدة: ما لا يقلّ عن 157 مدنياً قُتلوا في منطقة ميناكا، 8-28 مارس 2022.
- هيومن رايتس ووتش، «مجازر منسقة ارتكبتها جماعات مسلحة إسلامية»، 27 أكتوبر 2022.
- هيومن رايتس ووتش، «الجماعات المسلحة الإسلامية تكثّر من عمليات القتل والاغتصاب»، 13 يوليو 2023.
- هيومن رايتس ووتش، التقرير العالمي 2024 — فصل مالي.
- هيومن رايتس ووتش، «فظائع الجيش ومجموعة فاغنر»، 12 ديسمبر 2024.
- هيومن رايتس ووتش، «مجزرة على يد الجيش وجنود أجنب» (Moura)، 5 أبريل 2022.
- منظمة العفو الدولية، «No One Is Spared»، سبتمبر 2026.